

L'association « Ville et Aéroport », à l'occasion de ses deuxièmes rencontres qui portaient sur « les retombées économiques et fiscales des grands sites aéroportuaires français », a pu dégager dix propositions visant à favoriser un meilleur développement économique et social des territoires situés autour des grands sites aéroportuaires français.



Tous les acteurs (pouvoirs publics, gestionnaires d'aéroports, collectivités locales, compagnies aériennes, associations) doivent être davantage impliqués. Il s'agit de définir les termes d'une véritable gouvernance démocratique qui doit être exercée par une communauté aéroportuaire.

On ne saurait parler des seules retombées économiques jugées positives et de leur répartition plus équitable sans également prendre en compte le coût social pour les territoires concernés. En effet, il ne s'agit pas seulement de compenser les nuisances par des retombées économiques plus importantes et mieux réparties.

Par ailleurs, il ne pourrait être question de faire silence sur le coût social et les phénomènes de dégradation urbaine et de paupérisation sociale que peut induire directement ou indirectement le développement aéroportuaire.

Les propositions de « Ville et Aéroport » soulignent la nécessité de ne pas dissocier développement économique et développement social des territoires périphériques des grands aéroports.